

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 09/07/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SABLIÈRES ET ENTREPRISE COLOMBET

9 Rue des Ponts
89250 Beaumont

Références : / 240329

Code AIOT : 0024900007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement SABLIÈRES ET ENTREPRISE COLOMBET implanté 9 Rue des Ponts 89250 Beaumont.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES ET ENTREPRISE COLOMBET
- 9 Rue des Ponts 89250 Beaumont
- Code AIOT : 0024900007 Installation : Avec Titre ☐ Sans Titre ☒
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Par arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2003-0088 du 20 février 2003, la société a été autorisée :

- au renouvellement d'exploitation sur le secteur de Cheny « Haie de Chatellux » initialement autorisé par l'arrêté préfectoral du 12 mai 1992 et pour laquelle l'extraction n'était pas achevée ;

- à l'extension de l'exploitation sur la commune d'Ormoy « Le Crot aux Oies » et « Le Crot de Cheny ».

La production brute annuelle est de 25 000 tonnes en moyenne avec un plafond d'autorisation fixé à 35 000 tonnes par an. Les matériaux extraits sont évacués par une piste vers l'installation de traitement voisine de Beaumont, également exploitée par la Société Sablières et Entreprise COLOMBET.

L'échéance de l'autorisation administrative est fixée au 20 février 2023.

Par l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2023-091 du 17 mars 2023, la société est autorisée :

- prolongation de la durée d'exploitation jusqu'au 20 février 2026.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- quantité exploitée
- autosurveillance en lien avec les mesures de bruit et eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Production	Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
8	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 28.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 22.1	
3	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 30	
4	Aire étanche : Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 25.3	
5	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 16.1	
6	Poussières	Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 27.2	
7	Poussières	Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 27.3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit veiller aux respects de la périodicité des mesures de bruit et de la qualité des eaux.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 2
Thème(s) : Situation administrative - gestion de l'établissement
Prescription contrôlée : ... la carrière est destinée à l'extraction de sables et graviers à raison d'une production brute annuelle de 25 000 tonnes en moyenne, ne pouvant excéder 35 000 tonnes.
Constats : L'exploitant a extrait : 2020 : 17 000 tonnes 2021 : 12 000 tonnes 2022 : 6 000 tonnes 2023 : 5 000 tonnes Les quantités de matériaux extraits ci dessus n'ont pas été déclarées dans GEREP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à renseigner GEREP pour chacun de ses sites.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

N° 2 : Epaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 22.1
Thème(s) : Situation administrative - gestion de l'établissement
Prescription contrôlée : L'extraction de sables et graviers est réalisée sur une épaisseur maximale de 3 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 81 m NGF.
Constats : La cote du fond de fouille est inscrite sur le plan d'évolution d'avril 2024 par la société GEOD : 87,2m NGF. Les parcelles voisines sont à une cote de 89.07 m et 89.5 m NGF. L'extraction a donc bien lieu sur une épaisseur inférieure à 3 m et au dessus de la cote 81 m NGF.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 30
Thème(s) : Situation administrative - gestion de l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan, doivent être reportées :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,- la position des fronts et des berges,- les courbes de niveau ou cotés d'altitudes des points significatifs (hors d'eau et sous eau),- les zones remises en état,- les bornes. <p>Ce plan doit être mis à jour une fois l'an et doit être transmis à l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'avril 2024 présente :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,- la position de la fouille et des berges,- les courbes de niveau ou cotes d'altitudes des points significatifs,- les bornes,- les zones remises en état.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 4 : Aire étanche: Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 25.3
Thème(s) : Situation administrative - gestion de l'établissement
Prescription contrôlée : Le remplissage des réservoirs de carburant des véhicules et engins attachés à l'exploitation doit être réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et relié à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Le site de Chatellux ne possède pas d'aire étanche aménagée. Les véhicules ne séjournent pas sur le site. L'installation de traitement voisine permet aux engins de s'y garer ou de réapprovisionner en carburant.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 16.1
Thème(s) : Risques accidentels - gestion de l'établissement
Prescription contrôlée : Un piézomètre doit être mis en place en amont immédiat du chemin rural n° 14 et à 275 m de la RD 80 afin de surveiller qualitativement et quantitativement les eaux souterraines (voir annexe 1).
Constats : 1 piézomètre est sur le site alors que le plan d'évolution du site en décompte 2, un en amont (nord) et un en aval (sud). Suite à la visite, l'exploitant a cadenassé le piézomètre afin de garantir son intégrité et son accès. Les analyses effectuées le 24/01/2024 sur les H C10-C40, DCO, DBO, nitrates et pH ne traduisent pas de problème qualitatif et sont dans la gamme de celles classiquement observées pour des eaux souterraines. Les MES sont élevées par rapport aux années précédentes, mais cela peut s'expliquer par les précipitations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en cohérence le nombre de piézomètres et les positionner avec précision sur le plan de la carrière.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 6 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 27.2
Thème(s) : Risques chroniques - pollution de l'air
Prescription contrôlée : Des arrosages doivent être pratiqués de façon systématique pour lutter contre l'envol de poussières.
Constats : L'exploitant arrose les pistes à l'aide d'une benne remplie de tout venant et d'eau, lorsque nécessaire. L'exploitant a également étalé du ballast sur les pistes pour limiter la présence et l'envol de poussières.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 7 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 27.3
Thème(s) : Risques chroniques - pollution de l'air
Prescription contrôlée : Un engin d'arrosage doit être disponible et opérationnel en permanence sur le site.
Constats : L'exploitant arrose les pistes à l'aide d'une benne remplie de tout venant et d'eau, lorsque nécessaire.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2003, article 28.3
Thème(s) : Risques chroniques - surveillance des émissions et de leurs effets
Prescription contrôlée : Les contrôles des niveaux sonores et du respect de l'émergence dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers sont réalisés dès l'ouverture de la carrière et au moins annuellement en 3 emplacements définis en accord avec l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier contrôle des niveaux sonores a été effectué le 01/02/2023. Il comportait une mesure sur 2 points : - un en limite de propriété, - un à l'habitation la plus proche. Les résultats démontrent que l'émission de bruit par la carrière est inférieure aux seuils réglementaires. L'exploitant souhaitait décaler son étude de bruit à la fin des travaux d'installation du parc solaire voisin, soit en novembre 2024. Suite à la visite, l'exploitant nous informe de la programmation de la mesure pour la 2 ^{ème} quinzaine de juillet 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit contrôler les niveaux sonores et le respect de l'émergence à différents points du site. 3 points sont nécessaires. L'exploitant doit veiller à respecter la périodicité annuelle de cette mesure de bruit.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois